

Paris, le 11 janvier 2016

Réponse de Direct Energie à la consultation publique de la Commission de Régulation de l'Energie du 11 décembre 2015 relative à la commercialisation des capacités de transport entre les zones Nord et Sud de GRTgaz

Question 1 : Aucun retard n'est à ce jour anticipé pour la mise en œuvre de la fusion des zones. Considérez-vous néanmoins qu'il est souhaitable de commercialiser des capacités à la liaison Nord-Sud après septembre 2018 ?

Dans ses réponses antérieures aux différentes consultations, Direct Energie a déjà pu faire part de ses plus grandes réserves qu'à la commercialisation des capacités Nord – Sud selon le processus d'enchères associées à une redistribution des excédents au prorata des volumes consommés en zone Sud :

- doute sur la pertinence du prix ressortant des enchères en l'absence de marchés de gros suffisamment liquides
- faible visibilité sur le pricing des offres de fourniture aux clients finaux, compte tenu de la connaissance tardive du montant de la redistribution finale pour une année donnée.

Si la CRE estime que « *le dispositif actuel d'enchères et de redistribution des excédents d'enchère fonctionne de manière satisfaisante* » et que ces mécanismes « *ont permis une allocation efficace des capacités* », Direct Energie estime au contraire qu'aucun élément ne permet de l'affirmer.

Aussi Direct Energie reste sceptique sur l'opportunité de procéder à la commercialisation du produit GY18 selon ce *modus operandi*, d'autant plus que ce produit est voué à être « supprimé » à la fusion des zones Nord et Sud. Cette incertitude sur la date de fusion viendra donc amoindrir encore la pertinence du prix résultant de l'enchère¹.

Question 2 : Etes-vous favorable aux échéances de commercialisation des capacités annuelles à la liaison Nord-Sud telles qu'envisagées par GRTgaz, ou préférez-vous la solution visant à lisser les ventes de capacités annuelles sur trois ans ?

Le calendrier de commercialisation proposé par GRTgaz vise une commercialisation de 100% des capacités GY-18 dès mars 2016, tandis que celui proposé par la CRE vise un échelonnement de cette commercialisation d'ici 2018.

Direct Energie n'a pas d'avis tranché sur cette question : d'un côté, une commercialisation unique serait préférable, de sorte à que le montant de la redistribution soit connue le plus tôt possible, et que l'éventuel impact bénéfique sur la liquidité des marchés de gros se matérialise le plus rapidement

¹ faut-il pricer un produit mensuel, un produit annuel ?

possible. A l'inverse, une commercialisation segmentée permettrait un meilleur « pricing » du produit sur les enchères proches de la date attendue de fusion des zones (meilleure connaissance de la date de fusion effective).

Question 3 : Etes-vous favorable à la proposition de GRTgaz de ne déclencher la vente de capacités interruptibles que si au moins 95% des capacités fermes proposées à la vente ont été souscrites ?

Direct Energie est favorable à cette disposition.

Question 4 : Etes-vous favorable à la proposition de GRTgaz ne plus commercialiser de capacités interruptibles trimestrielles et mensuelles ?

Direct Energie est favorable à cette disposition.

Question 5 : Etes-vous favorable au maintien du mode de commercialisation des capacités quotidiennes mis en œuvre depuis le 8 octobre 2015 ?

Direct Energie est favorable à cette disposition, étant donné qu'elle permet la maximisation de la disponibilité des capacités interruptibles souscrites en produits long terme.

Question 6 : Souhaitez-vous que les canaux de commercialisation des capacités court terme soient rationalisés ? Si oui, êtes-vous favorable, comme la CRE à ce stade, à l'option 1 « chemin vers la fusion », ou à l'option 2, « 100% PRISMA » ?

Direct Energie est favorable à la commercialisation des capacités fermes via le couplage des marchés (option « chemin vers la fusion ») ce qui permettra de rationaliser les canaux de commercialisation des capacités court-terme et d'augmenter la liquidité de la zone Sud (suppression de la « barrière » du tarif régulé).

Question 7 : Etes-vous favorable à la reconduction du JTS en 2016 et jusqu'à la création d'une zone de marché unique en 2018 ?

Direct Energie ne se prononce pas sur cette question.